

« L'argent pour les écoles pas pour la guerre »

Dans son « adresse aux français » du 5 mars, le président Macron, qui se félicite d'avoir doublé le budget militaire en dix ans, annonce de nouveaux financements pour les armées pour fabriquer des munitions, des chars, des armes...

Il précise : « *Ce seront de nouveaux investissements qui exigent de mobiliser des financements privés mais aussi des financements publics, sans que les impôts ne soient augmentés. Pour cela, il faudra des réformes, des choix, du courage.* »



Les choses sont claires : le président Macron prépare une guerre sociale contre les travailleurs et tous leurs droits, contre les services publics, contre l'Ecole publique !

Déjà, le budget Bayrou adopté avec l'article 49-3, en supprimant 470 postes s'attaque frontalement à l'Ecole publique alors que les classes sont surchargées et que partout les enseignants remplaçants et spécialisés manquent.

Mais les personnels et les parents d'élèves ne l'acceptent pas. Dans ce contexte, depuis plusieurs semaines se développe partout en France une intense résistance pour l'arrêt des fermetures de classes conséquences des suppressions de postes du budget Bayrou.

Encore cette semaine, mardi 11 mars 1500 personnels en grève et parents d'élèves des écoles parisiennes ont manifesté en direction du ministère pour exiger l'annulation des fermetures de classes mais aussi le maintien du régime particulier de décharge de direction. Des manifestations, rassemblements, grèves se poursuivent en Gironde, en Moselle, dans le Tarn, en Haute-Garonne...

Dans cette situation, le comité des écoles et établissements de l'Yonne, après d'intenses mobilisations dans le département, a décidé de se rendre à Paris, au ministère, samedi 15 mars pour aller chercher les postes chez la ministre Borne ! Cette initiative est discutée dans bon nombre de départements.

Le SNUDI-FO soutient l'ensemble des personnels et des parents d'élèves qui manifestent partout en France. Il soutient les délégations qui se rendront au ministère samedi 15 mars.

Le SNUDI-FO exige de la ministre Borne l'annulation des 470 suppressions de postes et la création de tous les postes nécessaires. L'argent pour l'Ecole publique, pas pour la guerre !

Montreuil, le 12 mars 2025